

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43 rue du docteur Duroselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 26/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ATS

ZI DES AGRIERS
16000 Angoulême

Références : 2026 498 UbD 16-86 Env
Code AIOT : 0007201135

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement ATS implanté Z.I. Les Agriers 16000 Angoulême. L'inspection a été annoncée le 26/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection a été réalisée dans le cadre de l'opération coup de poing régionale réalisée entre février et mars 2026 sur plusieurs établissements de la Région NA. Cette opération a porté sur la gestion des produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ATS
- Z.I. Les Agriers 16000 Angoulême
- Code AIOT : 0007201135

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Il est réalisé sur ce site des activités de traitement de surface de métaux à l'aide de bain électrochimiques et de traitement thermique.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande d'action corrective	15 jours
4	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande d'action corrective	15 jours
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
6	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a une gestion des produits chimiques présents sur site néanmoins une des rétentions

est sous dimensionnée, d'autre part, l'exploitant doit veiller à stocker l'ensemble de ces produits sur rétention.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'exploitant a présenté les FDS demandées par sondage. Les FDS étaient à jour. D'autre part, les FDS sont disponibles sur tablette au poste de travail. L'inspection a demandé à un des agents de trouver une FDS et cet agent a trouvé sur la tablette la FDS.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : L'exploitant dispose de dispositifs absorbants et des extincteurs compatibles aux produits stockés sont présents sur site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Les produits chimiques sont conditionnés en GRV de 1000 litres, bidons ou bacs de stockage. Les GRV et bidons sont stockés sur des rétentions de 1080 litres. Deux GRV peuvent être stockés sur ces rétentions ; en conséquence, le volume de la rétention est suffisant.</p> <p>Néanmoins, des GRV étaient stockés dehors. Un des GRV contenant un bain de Zn-Ni était stocké dehors sans rétention. D'autre part, un GRV de bain de Zn-Ni était stocké dehors sur une rétention mais cette rétention était partiellement remplie par de l'eau de pluie, remettant en cause la capacité de la rétention à assurer sa fonction.</p> <p>Demande n°1 : l'exploitant stocke l'ensemble des produits chimiques sur des rétentions et dont le dimensionnement doit être conforme à l'attendu.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 4 : Capacités de rétention des produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;

- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant stocke des bacs de produits chimiques dans une rétention. Il y a 5 bacs suivants dans cette rétention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rinçages chaîne : 34 m³ - stockage eau traitée recyclée : 40 m³ - stockage concentrat : 22 m³ - cuve de stockage acide nitrique : 1,2 m³ - cuve de stockage acide chlorhydrique : 1,2 m³ - cuve de stockage soude : 1,2 m³ <p>L'exploitant a transmis postérieurement à l'inspection des justificatifs concernant le dimensionnement des rétentions. Il a indiqué que le volume utile était de 44,9 m³ pour un besoin de 34 m³ prenant en compte un encombrement dû aux bacs de 2m². Au vu des diamètres des bacs transmis par l'exploitant à la suite de la transmission des justificatifs, la surface d'encombrement est très nettement supérieure (a priori 21 m²) à celle présentée dans les justificatifs de l'exploitant. En prenant en compte cet encombrement, la rétention est sous dimensionnée pour recueillir le volume du plus gros réservoir. D'autre part, l'exploitant n'a pas pris en compte le volume du réservoir d'eau recyclée dans son calcul bien que ce réservoir fasse partie de cette rétention et que la réglementation prévoit de dimensionner les rétentions en fonction du volume de l'ensemble des récipients stockés dans une rétention car ce récipient, bien qu'il ne contienne pas un effluent dangereux, peut participer au débordement de la rétention contenant des produits dangereux.</p> <p>Demande n°2 : l'exploitant dimensionne la rétention afin de respecter l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4/10/2010. L'exploitant présente un calendrier raisonnable de mise en conformité de sa rétention non-conforme et en tout état de cause, les travaux nécessaires devront être faits d'ici l'été 2026..</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas présenté de grille d'incompatibilité des produits qu'il stocke. Les produits conditionnés en GRV sur une même rétention ne présentaient pas d'incompatibilités.</p> <p>Demande n°3 : l'exploitant analyse les incompatibilités potentielles de ces produits chimiques et adapte les stockages en conséquence dans le cas d'observation d'incompatibilités.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté un état des stocks des produits stockés. Les stocks des produits stockés contrôlés par sondage correspondait à l'état des stocks.
Type de suites proposées : Sans suite